

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 juin 2025

RELANCER LE SECTEUR DU LOGEMENT - (N° 1411)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 7

présenté par

Mme Soudais, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Stambach-Terreiro, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

TITRE

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Rédiger ainsi le titre :

« visant à favoriser la précarité énergétique ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés LFI-NFP souhaitent rappeler le scandale que constitue la volonté de maintenir des logements indécents dans le parc locatif.

Alors que le gouvernement vient d'annoncer la suspension du dispositif MaPrimeRénov', cette proposition de loi marque un abandon pur et simple de la rénovation thermique des logements. Elle envoie le message qu'héberger des personnes dans des conditions indignes ne poserait finalement aucun problème.

Pour l'extrême droite, les classes populaires devraient se contenter d'avoir un toit, sans se plaindre des conditions thermiques dans lesquelles elles vivent.

Combinée à la suspension de la principale aide à la rénovation thermique, l'adoption de cette mesure aurait des conséquences dramatiques pour les Français, la bifurcation écologique, l'économie locale et les collectivités. Des projets en cours seraient stoppés, mettant en péril les commandes et l'activité d'entreprises du bâtiment, tout en aggravant notre retard dans l'adaptation au changement climatique. Quant aux collectivités locales, qui avaient recruté du personnel pour accompagner les ménages dans leurs travaux de rénovation, elles se retrouveraient avec des agents dans l'impossibilité de remplir leur mission.

Qu'importe que les milieux populaires aient froid l'hiver, souffrent de la chaleur en été et subissent l'humidité toute l'année : pour l'extrême droite et ses alliés du Rassemblement national, l'enjeu n'est pas de porter une politique du logement ambitieuse et écologique, mais plutôt de détourner l'attention en distillant le racisme et en favorisant toujours les plus riches.